

L'INSURRECTION

En mars 1885, tout le monde prévoyait depuis longtemps l'insurrection ; et c'est une opinion universellement répandue que beaucoup de gens la désiraient. Des agents incapables et prévaricateurs allaient trouver par là le moyen de dissimuler leurs fautes. Les *JOBBERs* et les contracteurs allaient trouver une riche aubaine, en transportant et en nourrissant les troupes à des prix fabuleux. L'un d'eux a déclaré depuis, cyniquement, que " pour bien faire ses affaires au Nord-Ouest, il faudrait une insurrection au moins tous les dix ans ;) et sans doute, beaucoup de hauts fonctionnaires du département de la milice sont du même avis, sous une forme de gouvernement où le *JOB* est Dieu, et où les ministres sont ses prophètes. Au mois de mars cependant il n'y avait pas encore d'insurrection et il dépendait du gouvernement canadien qu'il n'y en eût jamais. S'il avait fait, à cette date, ce qu'il a été obligé de faire depuis ; s'il avait accordé aux Métis les demandes dont le bien fondé a été plus tard reconnu, la paix n'aurait jamais été troublée ; nos concitoyens n'auraient pas été condamnés à la dure expédition du Nord-Ouest, et une dépense de plusieurs millions de piastres aurait été épargnée au Trésor public.

Chose curieuse ! Le gouvernement qui n'avait pas encore trouvé une minute pour lire les réclamations des Métis, s'était, paraît-il, édifié à sa manière sur la situation du Nord-Ouest ; et il s'était résigné avec un *cœur léger* à l'idée de la guerre civile, avant que la guerre fut déclarée, avant même qu'elle fut devenue inévitable.

Cette guerre civile, ce fut la police du gouvernement qui en prit l'initiative.

Le 27 mars, le major Crozier, de la police à cheval, profitant d'une altercation survenue la veille entre Gabriel Dumont et un nommé Mac-Kay, s'était présenté aux Métis en ennemi, à la tête d'un corps de troupes.

Il avait rencontré Gabriel Dumont, escorté de vingt cavaliers ; et il avait tiré le premier coup de feu sur des hommes inoffensifs.

On paraît tenter maintenant de soutenir le contraire. Mais Mgr. Taché l'a déclaré en propres termes :

" L'attaque inconsidérée faite contre eux au Lac-aux-Canards fut une déclaration de guerre."

Par une coïncidence surprenante, à cette même date du 27 mars, avant de connaître l'attaque du major Crozier, le gouvernement qui s'y attendait évidemment, ordonnait à la batterie A, de Québec et à la batterie B, de Kingston, de former chacune un détachement de cent hommes et de se mettre aussitôt en campagne.

Cette fois-ci, comme en 1870, c'était donc le gouvernement qui avait entamé les hostilités contre des gens ne demandant qu'à traiter.

Il n'entre pas dans notre intention de raconter ici la surprenante campagne du général Middleton. La lumière n'est pas encore faite sur tous les points. Le Canada peut se dire avec une légitime fierté que ses volontaires se sont comportés héroïquement devant le feu de l'ennemi. Mais si la bravoure des soldats est restée au-dessus de tout éloge, il plane plus que de l'incertitude sur l'intelligence et la capacité des chefs.

D'après le témoignage d'un conservateur du Nord-Ouest, dont les affirmations n'ont jamais été démenties, les insurgés au nombre de 200 à 300, n'auraient jamais eu plus de cent combattants. Même à la plus forte escarmouche, qui fut celle de Batoche, ils n'avaient pas cinquante combattants, et la bataille a duré quatre jours.

On sait maintenant que quand Batoche a été pris, il avait été évacué depuis 26 heures ; que le général Middleton continuait à faire tirer contre des

murail
de ses o

Ar

engager

reste qu

j'attend

Middle

Père A

et d'y a

Un

André,

dont l'u

défendu

prendre

prendre

après av

ressourc

provovu

M.

Loup ; l

les deux

Jui

deau.

Jui

Gros-On

dans leu

La

néanmoins

et le gou

faire pre

dant en c

Cela

rien à ce

quelques

réduit à

terme ;

par un cl

de beauc

comme b

sain d'esp

Il fa

Tout le r

sans nom

Le

« Monsie

Je s

vernement

Il n

ponsabili

que celui

sa soumi